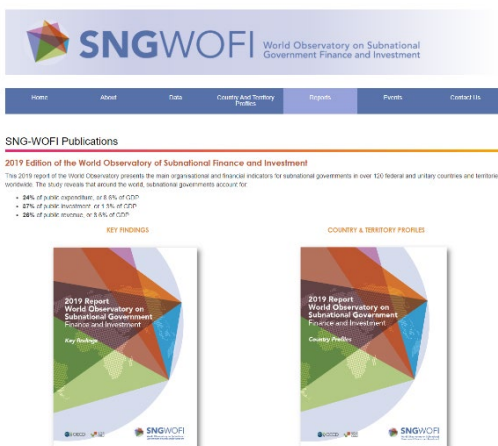


### Les moments forts de l'année 2021

*En préparation du Congrès mondial de 2022 à Daejeon (Corée du Sud), CGLU a commencé à développer son Pacte pour l'avenir. La question des finances locales est une dimension clé de l'argumentaire et de l'agenda appelés à alimenter l'axe 'Gouvernement' de ce Pacte. S'engager dans le Pacte pour le Gouvernement implique de promouvoir le dialogue, une meilleure compréhension et une plus grande coordination entre les échelons de gouvernement afin de créer un environnement institutionnel favorable aux villes et aux collectivités locales et régionales. Les collectivités territoriales doivent disposer des ressources nécessaires pour atteindre les objectifs des agendas mondiaux, s'engager pleinement dans le processus de relance après la crise de la COVID-19 et se préparer à faire face à de futures situations d'urgence complexes. En 2021, les efforts de CGLU pour accroître la localisation des financements se sont concentrés sur trois domaines principaux : la production et le partage des connaissances, l'information et l'appui aux collectivités sur des options de financement et le travail de plaidoyer.*

#### Produire et partager des connaissances

Au tout début de l'année 2021, la note d'analyse #3 [« L'impact de la pandémie de COVID-19 sur les finances des collectivités territoriales »](#) basée sur une enquête menée auprès de 33 départements financiers de villes et de régions dans 22 pays du monde, a été publiée dans le cadre de l'Initiative sur la Gouvernance de l'Urgence lancée par LSE Cities, Metropolis et CGLU. La note souligne les défis financiers auxquels les collectivités territoriales ont été confrontées durant la pandémie, avec une diminution de leurs revenus et une augmentation de leurs dépenses. Le document d'orientation #3 [« Financement de l'urgence dans les villes et régions : premiers enseignements de la pandémie »](#) prend appui sur les résultats de l'enquête et sur quatre interviews d'acteurs, dont Mme la maire de Freetown (Sierra Leone), Yvonne Aki-Sawyerr. Au-delà de l'impact immédiat de la crise, le document d'orientation se penche sur les leçons à tirer de la crise et les stratégies futures possibles pour les collectivités territoriales afin de faire face aux urgences complexes de manière plus résiliente. Dans le même ordre d'idées, CGLU a contribué à plusieurs études et publications rendant compte de l'expérience et des perspectives des collectivités territoriales, notamment un rapport du Conseil des Maires pour la Migration (MMC selon le sigle en anglais) sur « Le financement municipal pour l'inclusion des communautés migrantes et déplacées » en cours de publication, un guide de UN-DESA à l'intention des administrations locales et nationales sur [« La gestion des infrastructures dans une perspective de développement durable »](#) et une publication d'ONU-Habitat sur [« Le financement du développement urbain durable »](#).



#### [L'Observatoire mondial des finances et de l'investissement des collectivités territoriales](#) (SNG-WOFI), une initiative phare

de CGLU visant à éclairer l'élaboration de politiques sur la base de données objectives, menée en collaboration avec l'OCDE, a poursuivi les préparatifs de sa 3<sup>ème</sup> édition. Les travaux ont notamment porté sur la consolidation des sources d'information, la révision du guide méthodologique et la traduction des modèles de fiches de renseignement des informations en français et en espagnol. Dans le prochain rapport, une nouvelle section couvrira l'impact et la gestion de la crise de la COVID-19 à l'échelon territorial. La collecte des données proprement dite a commencé en novembre 2021, avec une équipe de 10 personnes à l'OCDE et un pool de

50 experts nationaux dans les pays sous la responsabilité de CGLU, où l'accès aux données est plus difficile. La

3<sup>ème</sup> édition sera lancée lors d'une conférence internationale à Paris le 7 juillet 2022, et présentera 140 fiches pays, une base de données actualisée, une synthèse générale et des analyses spécifiques, par exemple sur les impôts fonciers.

S'appuyant sur les conclusions de l'Observatoire mondial, le premier [cours massif ouvert et en ligne \(MOOC\) de CGLU sur les finances locales](#) a été mis à disposition sur le site web #LearningWithUCLG au mois d'octobre 2021, en [anglais](#), [français](#) et [espagnol](#). Ce cours d'introduction vise à familiariser un large public (personnel des collectivités, partenaires au développement, chercheurs, etc.), sur les principales sources de revenus, les priorités de dépenses et les options de financement externe pour les collectivités. Les différents modules du MOOC sont disponibles en format podcast, texte et infographie et comprennent des exercices pratiques. Sept vidéos bonus donnent un aperçu de mécanismes financiers spécifiques (la budgétisation sensible au genre ou la gestion des infrastructures, par exemple). Le [Local Finance Knowledge Hub](#) développé en 2021 par le Fonds mondial pour le développement des villes (FDMV) est un autre d'outil d'apprentissage. À ce jour, le Hub propose plus de 15 vidéos d'acteurs divers qui présentent des expériences inspirantes et des programmes innovants mis en œuvre dans le monde. On peut ainsi y entendre le maire de la municipalité de Golfe 3, Lomé (Togo), le président de la Banque de développement du Minas Gerais (Brésil), le PDG de Meridiam, le directeur exécutif du Fonds vert pour le climat, et bien d'autres.



Le [Local Finance Knowledge Hub](#) développé en 2021 par le Fonds mondial pour le développement des villes (FDMV) est un autre d'outil d'apprentissage. À ce jour, le Hub propose plus de 15 vidéos d'acteurs divers qui présentent des expériences inspirantes et des programmes innovants mis en œuvre dans le monde. On peut ainsi y entendre le maire de la municipalité de Golfe 3, Lomé (Togo), le président de la Banque de développement du Minas Gerais (Brésil), le PDG de Meridiam, le directeur exécutif du Fonds vert pour le climat, et bien d'autres.

### ***Mettre en lien les collectivités territoriales avec les opportunités de financement disponibles***

Informar les collectivités territoriales sur les opportunités de financement disponibles et leur faciliter l'accès à ces opportunités est un élément clé de la stratégie d'action de CGLU. En octobre, le Forum Mondial des Villes Intermédiaires a été l'occasion de produire et partager un [inventaire de 38 dispositifs d'appui internationaux](#), intégrant assistance technique et financement de projets. Ce dossier a été conçu pour aider les villes à s'orienter dans le paysage complexe du financement climatique au niveau mondial, qui s'adresse plus souvent aux Etats ou au secteur privé qu'aux acteurs locaux. Dans le même esprit, CGLU et PLATFORMA (la coalition paneuropéenne des villes et des régions) ont conjointement coordonné une étude visant à identifier les possibilités pour les collectivités locales et régionales d'accéder à des financements au titre du cadre financier pluriannuel 2021-2027 de l'Union européenne. Cette étude intitulée [« L'accès des collectivités territoriales aux financements innovants de l'UE pour le développement : mécanismes et opportunités »](#) est aussi disponible en [espagnol](#) et en [anglais](#). Elle fournit des connaissances pratiques sur la structure des programmes de financement de l'UE et donne des recommandations aux collectivités territoriales, à leurs associations et à leurs réseaux pour accroître leurs chances d'accéder à ces financements.



Mis en place sur l'initiative conjointe du Fonds d'équipement des Nations unies (FENU), du FMDV et de CGLU pour aider à combler le déficit de financement en matière d'équipements et d'infrastructures, le [Fonds international d'investissement municipal](#) (IMIF, pour son sigle en anglais) vise à canaliser des ressources en appui à des projets porteurs de transformations durables à l'échelon local. [Lancé lors du Congrès mondial de CGLU à Durban en 2019](#), l'IMIF a conclu une première phase pilote en 2021. Via son dispositif d'assistance technique - IMIF-TAF, sont sélectionnés des projets viables à fort potentiel qui, en fonction des besoins de financement, sont orientés vers l'une des deux options suivantes : (1) un mécanisme d'apport en capital géré par un gestionnaire d'actifs tiers, Meridiam, ou (2) une solution de financement à plus petite échelle sous forme de prêt bonifié, gérée par le FENU. Dans le cadre de cette deuxième option, le Comité d'investissement de l'IMIF-TAF a clôturé

l'année 2021 avec l'approbation du financement (subvention et prêt concessionnel) d'un projet d'éclairage public à Chefchaouen, au Maroc, pour un montant de 1 million de dollars. Par ailleurs, la structuration technique et financière d'un projet de transport public à Kumasi, au Ghana, est également en cours de finalisation et le projet devrait être soumis à Meridiam courant 2022.

En tant qu'intermédiaires spécialisés dans l'offre de services et de financements adaptés au contexte des collectivités territoriales, les banques de territoires (*Subnational Development Banks - SDB*), constituent des acteurs majeurs dans l'écosystème financier. En avril 2021, CGLU a rejoint le Comité de pilotage de [l'Alliance des SDB en Amérique latine et dans les Caraïbes](#) (ALC). En septembre, le FMDV, qui héberge le secrétariat technique de l'Alliance, a organisé un atelier sur « Le rôle des SDB dans le financement de la reprise urbaine et territoriale en ALC après la pandémie de COVID-19 ». L'atelier a débouché sur un [document de positionnement stratégique](#) présenté lors du deuxième Sommet Finance en commun.

### ***Plaider pour la localisation des financements dans les enceintes mondiales de débat***

En 2021, CGLU a porté la voix des collectivités locales dans de nombreux évènements internationaux, parmi lesquels [l'Assemblée annuelle du Réseau des partenaires du développement sur la décentralisation et la gouvernance locale \(DeLoG\)](#), [la Série 2021 du réseau des travailleurs locaux et régionaux de l'Internationale des services publics \(ISP\)](#) et un webinaire organisé par l'UNICEF sur « [Les finances publiques infranationales et la budgétisation des services sociaux](#) ». En collaboration avec Campus France de l'Agence française de développement et le FMDV, CGLU a également contribué au [lancement d'une série de webinaires sur les stratégies de financement des collectivités territoriales](#) qui auront lieu tout au long de 2022.

Le travail de plaidoyer de CGLU sur les finances locales est principalement mené dans le cadre de la Coalition mondiale de Malaga pour les finances municipales. La Coalition a été formée par le FENU, le FMDV, CGLU et la ville de Malaga en 2018, dans l'objectif de contribuer à refaçonner l'écosystème financier international au regard des défis rencontrés par les collectivités territoriales pour accéder aux financements. Un an après le début de la pandémie, [en juin 2021, CGLU a organisé une réunion préparatoire de la Coalition de Malaga](#) pour rappeler les enjeux et faire valoir les attentes des autorités locales et régionales dans le contexte de la reprise, et le rôle de leurs associations. Les messages clés et les propositions qui ont émergé de cette réunion seront débattus avec des gouvernements nationaux, des institutions de financement du développement, des agences de l'ONU, des banques de développement et le monde universitaire, lors d'une [second réunion préparatoire de la Coalition de Malaga prévue en 2022](#).

Dans le cadre du dispositif annuel de suivi des engagements relatifs aux objectifs de développement durable (ODD), la [Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux a préparé son 5ème rapport au Forum Politique de Haut Niveau « Vers la localisation des ODD »](#). Le rapport comprend une section sur le financement qui donne une vue d'ensemble du rôle des collectivités territoriales pendant la pandémie. Il formule des recommandations pour une implication accrue des collectivités dans la mise en œuvre des plans de relance financière post COVID-19, via notamment la mobilisation des SDB et le développement de mécanismes de garanties pour faciliter leur accès aux marchés financiers.



Le travail de recherche mené par CGLU fournit des bases solides et concourt à la légitimité et l'impact de l'intervention des collectivités territoriales dans les débats politiques nationaux. Du 11 au 14 octobre, CGLU a représenté l'Observatoire Mondial - SNG-WOFI à un [atelier régional sur les mécanismes de financement des collectivités territoriales en Afrique de l'Ouest](#), organisé à Cotonou, au Bénin, par la direction de la Commission Nationale des Finances Locales – CONAFIL, avec le soutien du projet régional de la GIZ en appui à la décentralisation. L'atelier a rassemblé des maires, des associations de collectivités locales, des représentants d'institutions de financement des collectivités

locales, de plusieurs agences nationales de financement et de décentralisation, d'organisations d'intégration régionale et des partenaires internationaux au développement de 8 pays d'Afrique de l'Ouest. L'échange d'expériences et les débats ont ouvert de nombreuses perspectives pour améliorer les recettes propres des collectivités locales, les mécanismes de dotations et subventions des Etats et l'accès des collectivités à l'emprunt.

Fin 2021, CGLU a chargé Barbara Samuels, conseillère Ubuntu, de travailler à un document d'orientation pour renforcer notre Cadre d'action sur la localisation des financements. En cours de finalisation, ce document doit identifier et formuler des recommandations sur les messages clés à développer, les espaces à investir et les partenariats à renforcer afin d'intensifier notre stratégie de localisation des financements, en particulier au sein des Nations unies.

Le [Conseil politique sur la Gouvernance territoriale multiniveaux et le financement durable](#) s'est réuni à deux reprises, en février et en octobre 2021, pour contribuer à l'axe Gouvernement du Pacte pour l'avenir. Il a travaillé à des propositions visant à renforcer le financement infranational, à assurer des services publics de base adéquats pour tous et à promouvoir le dialogue et l'action multiniveaux dans le contexte de la reprise post COVID-19 et de l'urgence écologique. Sous la direction du Conseil politique, [la stratégie renouvelée de CGLU sur la localisation des financements](#) continuera d'être la cheville ouvrière de nos travaux et de nos actions en 2022.